



C) MALOINES

LA COMMISSION S'EST PRONONCEE DEPUIS L'ORIGINE POUR UNE MANIFESTATION CLAIRE ET SANS EQUIVOQUE DE LA SOLIDARITE POLITIQUE DE LA COMMUNAUTE ET DES ETATS MEMBRES AVEC LA GRANDE-BRETAGNE. ELLE A CONSTAMMENT MAINTENU CETTE ATTITUDE ET CELA DE FACON TOUT A FAIT INDEPENDANTE DE L'EVOLUTION DES DOSSIERS PARTICULIERS QUI ETAIENT DEVANT LE CONSEIL.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONTRIBUTION BRITANNIQUE AU BUDGET

M. TINDEMANS A PRESENTE DANS CES TERMES L'ACCORD SUR LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE :

- UNE SOLUTION A ETE TROUVEE POUR L'ANNEE 1982 QUI SE TRADUIRA DANS LE BUDGET 1983. LA COMPENSATION EN FAVEUR DU ROYAUME UNI EST FIXEE POUR 1982 A 850 MECU.
- LES CORRECTIONS A EFFECTUER SUR LES ANNEES 80 ET 81 SERONT PRISES EN COMPTE, A LA LUMIERE DES DONNEES REELLES CONCERNANT CES DEUX ANNEES, LORS DE LA NEGOCIATION SUR LE FUTUR REGIME PLURIANNUEL.
- LES AJUSTEMENTS EN HAUSSE OU EN BAISSSE, POUR 1982 PAR RAPPORT A L'ESTIMATION DES 1530 MECU, S'EFFECTUERONT SUR LA BASE DES PROPOSITIONS PRESENTEES PAR LA COMMISSION.
- LES MINISTRES S'ENGAGENT A PRENDRE UNE DECISION SUR LE REGIME PLURIANNUEL (ANNEE 83 ET SUIVANTES) AVANT LA FIN NOVEMBRE.
- L'ALLEMAGNE VERRA SA PARTICIPATION A LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE POUR 1982 REDUITE DE 50 O/O (ELLE PASSERA DONC DE 36 O/O ACTUELLEMENT A 18 O/O ET DEVRAIT SE SITUER ENTRE 140 ET 150 MECU).

LE LENDEMAIN, DANS SA CONFERENCE DE PRESSE PRECITEE, LE PRESIDENT THORN A SOULIGNE LA PRECARITE DES PREVISIONS EN LA MATIERE ET LES DIFFICULTES ACCRUES DECOULANT DU FAIT QUE LA DEMANDE ALLEMANDE S'AJOUTE A LA DEMANDE BRITANNIQUE.

2.2 REUNION DES MINISTRES ''EDUCATION'' (24.5)

POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS DES ANNEES, LE CONSEIL ''EDUCATION'' N'A PAS ETE CONFRONTE A DES PROBLEMES D'ORDRE INSTITUTIONNEL. LA FORME ''MIXTE'' DE LA REUNION ET DES RESOLUTIONS ADOPTEES (CONSEIL ET MINISTRES DE L'EDUCATION) NE FAIT PLUS PROBLEME POUR LES MATIERES OU IL Y A IMBRICATION ENTRE COMPETENCES COMMUNAUTAIRES ET COMPETENCES DES ETATS MEMBRES.

LE CONSEIL A DONNE SON ACCORD A UN NOUVEAU PROGRAMME D'ACTION (PROJETS-PILOTES) VISANT A FACILITER LE PASSAGE DE L'ECOLE A LA VIE PROFESSIONNELLE. CE PROGRAMME CONSTITUE LA CONTRIBUTION DES MINISTRES DE L'EDUCATION AUX EFFORTS DE LA COMMUNAUTE POUR LUTTER CONTRE LE CHOMAGE DES JEUNES.

LE CONSEIL A ADOPTE LE RAPPORT DU COMITE DE L'EDUCATION CONCERNANT LA RECONNAISSANCE ACADEMIQUE DES DIPLOMES ET DES PERIODES D'ETUDE (ETAT DES REALISATIONS ET SUGGESTIONS POUR AMELIORER LA SITUATION A COURT TERME).

LES MINISTRES DE L'EDUCATION ONT EU UN ECHANGE DE VUES SUR LES INCIDENCES DES CHANGEMENTS DEMOGRAPHIQUES ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIQUES DE L'INFORMATION SUR LES SYSTEMES D'EDUCATION, CE DERNIER THEME A L'INITIATIVE DE LA COMMISSION ET SUR BASE D'UN EXPOSE DE M. RICHARD.

## 2.3 MEMORANDUM DU GOUVERNEMENT GREC

-----

LA COMMISSION A ETE SAISIE LE 19 MAI PAR LE PRESIDENT ET MR BURKE DU RAPPORT ETABLI PAR LE SECRETARIAT GENERAL EN LIAISON AVEC TOUS LES SERVICES INTERESSES EN VUE D'IDENTIFIER LES DEMANDES ABORDEES DANS LE MEMORANDUM QUI NECESSITERONT UNE PRISE DE POSITION DE LA COMMISSION.

LA COMMISSION A EU UNE PREMIERE DISCUSSION D'ORIENTATION SUR LES SUITES A DONNER AU MEMORANDUM. ELLE A CONSTATE QUE LES DEMANDES SE PLACENT EN REGLE GENERALE A L'INTERIEUR DES TRAITES (Y COMPRIS LE TRAITE D'ADHESION) ET QUE LE GOUVERNEMENT GREC NE VISE A AUCUN MOMENT A UNE MODIFICATION DE CEUX-CI.

LA COMMISSION EST CONVENUE QUE MR BURKE FERA ETABLIR A PARTIR DU RAPPORT D'IDENTIFICATION UN PROJET DE COMMUNICATION AU CONSEIL QUI, COMME DEMANDE PAR CELUI-CI, EXPRIME LE JUGEMENT GLOBAL PORTE PAR LA COMMISSION SUR LE MEMORANDUM GREC. CETTE COMMUNICATION SERA REMISE AU CONSEIL EN TEMPS UTILE AVANT LE CONSEIL EUROPEEN DES 28 ET 29 JUIN. L'EXAMEN DU PROJET EN COMMISSION EST PREVU POUR LA REUNION DU 9 JUIN.

## 3. ELARGISSEMENT

-----

### 3.1 PORTUGAL (SUPPLEANTS, 28 MAI)

-----

LORS DE LA 20EME SESSION AU NIVEAU DES SUPPLEANTS, LE 28 MAI, LE DELEGATION PORTUGAISE A FAIT DES COMMUNICATIONS SUR L'UNION DOUANIERE, LA CECA ET LA FISCALITE. LA COMMUNAUTE A FAIT UNE COMMUNICATION SUR LA FISCALITE.

(LA COMMISSION A ARRETE CETTE SEMAINE SA POSITION SUR LES MESURES TRANSITOIRES TARIFAIRES POUR LES PRODUITS INDUSTRIELS ET LES PRODUITS CECA. LA DUREE PROPOSEE POUR LA PERIODE TRANSITOIRE TIEN COMPTE DES NECESSITES DE L'INDUSTRIE PORTUGAISE FACE A L'IMPACT DE L'ADHESION.)

## 4. RELATIONS EXTERIEURES

-----

### 4.1 COOPERATION POLITIQUE

-----

#### A) CONFLIT DE MALOUINES :

LORS DE LEUR REUNION DE COOPERATION POLITIQUE, LE 24 MAI, LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ONT DECIDE DE PROLONGER POUR UNE DUREE INDETERMINEE LES MESURES ECONOMIQUES A L'ENCONTRE DE L'ARGENTINE, DANS LES MEMES CONDITIONS QU'A LUXEMBOURG, LA SEMAINE PRECEDENTE (A SAVOIR : L'IRLANDE ET L'ITALIE, SE PREVALANT DE L'ARTICLE 224 DU TRAITE, N'APPLIQUENT PAS LES MESURES, LE DANEMARK PREND A COMPTE DU 25 MAI DES MESURES NATIONALES CORRESPONDANTES).

Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

itions

B) CONFLIT IRAN/IRAQ

LES MINISTRES ONT EN LEUR DECLARATION SUR LE CONFLIT IRAN/IRAQ, DANS LAQUELLE ILS MANIFESTENT LEUR INQUIETUDE DEVANT LA PROLONGATION DU CONFLIT, APPELLENT DE LEURS VOEUX UNE SOLUTION PACIFIQUE DANS LE RESPECT DE LA SOUVERAINETE, DE L'INTEGRITE TERRITORIALE ET DE L'IDENTITE POLITIQUE ET CULTURELLE DES DEUX PAYS, ET DE DECLARENT DISPOSES A RECHERCHER LA POSSIBILITE DE COOPERER A LA RECONSTRUCTION DE CEUX-CI.

4.2 SOMMET OCCIDENTAL DE VERSAILLES (4/6 JUIN)

LE CONSEIL A EU UN ECHANGE DE VUES SUR LES ORIENTATIONS QUI GUIDERONT LES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE. ILS ONT EVOQUE PARTICULIEREMENT :

- LE DIALOGUE NORD/SUD, POUR LEQUEL LE PRESIDENT THORN A EXPRIME SES PREOCCUPATIONS DEVANT LA POSITION ACTUELLE DES ETATS UNIS.
- LE CONSENSUS OCDE SUR LES CREDITS A L'EXPORTATION ET LA NECESSITE SOULIGNEE PAR M. ORTOLI DE 'NE PAS CASSER UN INSTRUMENT QUI S'EST REVELE PRECIEUX'.
- LA POLITIQUE MACRO-ECONOMIE : NECESSITE D'UNE CONCERTATION ACCRUE ENTRE PARTENAIRES ET DU RENFORCEMENT DE LA COOPERATION MONETAIRE (TAUX DE CHANGE ET D'INTERET), ROLE DU YEN ET MAINTIEN DU COURANT D'ECHANGES MONDIAUX NOTAMMENT.
- RELATIONS EST/OUEST, DONT M. HAFERKAMP A SOULIGNE LA SPECIFICITE POUR LA COMMUNAUTE.

4.3 CANADA

ON 19 MAY THE CANADIAN SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS, MR. MACGUIGAN, VISITED THE COMMISSION AND MET WITH PRESIDENT

THORN AND VICE-PRESIDENT HAFERKAMP. DISCUSSION CONCENTRATED ON THE PREPARATION OF THE VERSAILLES SUMMIT, THE ECONOMIC SITUATION BOTH IN CANADA AND THE COMMUNITY AND BILATERAL ISSUES.

4.4 JAPON

THE FIRST ROUND OF CONSULTATIONS UNDER THE GATT ARTICLE XXIII PROCEDURE INITIATED WITH JAPAN TOOK PLACE IN GENEVA ON 18 AND 19 MAY. DEVELOPING THE ARGUMENTS IN THE EC WRITTEN REPRESENTATIONS HANDED OVER ON 7 APRIL, THE COMMISSION SET OUT AT LENGTH THE GROUNDS WHY THERE HAD BEEN A 'NULLIFICATION OR IMPAIRMENT' OF THE BENEFITS THE COMMUNITY HAD EXPECTED TO RECEIVE FROM GATT NEGOTIATIONS WITH JAPAN.

A) ON THE ONE HAND THERE WERE VARIOUS JAPANESE MEASURES (E.G. COMPLEX TESTING AND ACCEPTANCE PROCEDURES) WHICH HINDERED IMPORTS.

B) SECONDLY THERE WERE A SERIES OF FACTORS (THE LARGE BUSINESS GROUPINGS, THE LINKS BETWEEN SMALL AND MEDIUM FIRMS, THE DISTRIBUTION SYSTEM ETC.) WHICH RESULTED IN JAPAN'S CLOSE-KNIT INDUSTRIAL STRUCTURE AND LOW PROPENSITY TO IMPORT MANUFACTURED GOODS. ATTENTION WAS ALSO CALLED TO THE EC REQUESTS CONTAINED IN ANNEX A OF THE WRITTEN REPRESENTATIONS.

THE JAPANESE REACTION DEALT CHIEFLY WITH THE ARGUMENTS UNDER (A), ON (B) THEY HAD LITTLE TO SAY. A SECOND ROUND OF DISCUSSIONS WILL BE HELD IN JUNE.

4.5 PEROU

LE PRESIDENT THORN ET LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP SE SONT ENTRETENUS AVEC M. ULLOA ELIAS, PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE L'ECONOMIE DU PEROU.

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

LE PROBLEME DES MALOIS EST SANS DOUTE RESTE A ENTRE DE LA DISCUSSION, EXTREMEMENT CORDIALE, MAIS SANS LA MONOPOLISER. LE PREMIER MINISTRE A SOULIGNE L'EMOTION UNANIME DE L'AMERIQUE LATINE PAR LE CONFLIT DES MALOINES ET LES DOMMAGES QUE PROVOQUE CETTE GUERRE AU DETRIMENT DES RESSOURCES DETOURNEES DU DEVELOPEMENT.

M. ULLOA S'EST MONTRE CONVAINCU DE LA NECESSITE D'UNE INTEGRATION PLUS PUSSEE, TANT AU NIVEAU DU CONTINENT QU'AU NIVEAU REGIONAL, ET DES POSSIBILITES FUTURES DE COOPERATION AVEC L'EUROPE. CECI VAUT POUR LE PACTE ANDIN EN PARTICULIER, MEME SI LA REPRISSE DES NEGOCIATIONS AVEC LA COMMUNAUTE N'EST PAS D'ACTUALITE. CERTAINS PAYS LATINO-AMERICAINS TEMOIGNERAIENT PAR CONTRE D'UNE CERTAINE RESERVE A L'EGARD DU PROGRAMME USA (AVEC CANADA, MEXIQUE, VENEZUELA ET COLOMBIE) POUR L'AMERIQUE CENTRALE ET LES CARAIRES DANS LEQUEL ILS VOIENT UN DANGER DE DISCRIMINATION REGIONALE.

DE SON COTE, LE PRESIDENT THORN A EXPLIQUE A SON INTERLOCUTEUR LES RAISONS DE LA POSITION COMMUNAUTAIRE SUR LE CONFLIT DES MALOINES.

#### 4.6 EGYPTE

LE CONSEIL DE COOPERATION CEE-EGYPTE S'EST REUNI A BRUXELLES LE 24 MAI. IL ETAIT PRESIDE PAR M. BOUTROS-GHALI, MINISTRE D'ETAT EGYPTIEN CHARGE DES AFFAIRES ETRANGERES.

LE CONSEIL A DISCUTE NOTAMMENT DE LA MISE EN OEUVRE DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE, DE L'EVOLUTION DES ECHANGES ET DES PREOCCUPATIONS LIEES AUX CONSEQUENCES DE L'ELARGISSEMENT ET A L'APPLICATION DE LA CLAUSE DE REEXAMEN. IL A ETE CONVENU A CE SUJET QUE LES SERVICES DE LA COMMISSION ET LES SERVICES EGYPTIENS AURAIENT PROCHAINEMENT DES ECHANGES D'INFORMATIONS ET DE VUES SUR LES CONSEQUENCES DE L'ELARGISSEMENT. (LORS DES TRAVAUX PREPARATOIRES DU CONSEIL A DIX, LA DELEGATION FRANCAISE AVAIT SOULIGNE SON IMPATIENCE A DISPOSER DU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LES CONSEQUENCES DE L'ELARGISSEMENT POUR LES PAYS DU BASSIN MEDITERRANEEN. IL A ETE INDIQUE QUE LES DIFFICILES TRAVAUX EN COURS DANS LA COMMISSION LAISSERAIENT PREVOIR QUE LE RAPPORT POURRAIT ETRE DEPOSE VERS LA MI-JUIN).

A L'ISSUE DU CONSEIL, LE DEUXIEME PROTOCOLE FINANCIER CEE-EGYPTE (276 MECUS DONT 50 DE PRETS A CONDITIONS SPECIALES ET 76 D'AIDES NON REMBOURSABLES) A ETE SIGNE. EN MARGE DU CONSEIL, M. BOUTROS-GHALI A EU DES ENTRETIENS AVEC LE PRESIDENT THORN, LE VICE-PRESIDENT NATALI ET M. PISANI.

#### 4.7 ZIMBABWE

IN THE COURSE OF A EUROPEAN TOUR, PRIME MINISTER MUGABE, ACCOMPANIED BY A MINISTERIAL DELEGATION, PAID AN OFFICIAL VISIT TO THE COMMISSION WHERE HE HAD DISCUSSIONS WITH PRESIDENT THORN AND COMMISSIONER PISANI, AND ATTENDED A SPECIAL MEETING OF THE COMMISSION.

DISCUSSIONS RELATED TO ECONOMIC COOPERATION BETWEEN THE COMMUNITY, ZIMBABWE AND SADCC AND ALSO TOUCHED ON OTHER ECONOMIC ISSUES, INCLUDING LOME CONVENTION QUESTIONS AND INTERNATIONAL ECONOMIC ORDER MATTERS TO BE CONSIDERED AT THE VERSAILLES CONFERENCE.

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global

THERE WAS ALSO AN CHANGE OF VIEWS ON SOUTH AFRICAN ISSUES INCLUDING THE PROGRESS OF CONSTITUTIONAL CONSULTATIONS ON NAMIBIA.

MR. MUGABE ALSO MET WITH PRESIDENT DANKERT OF THE EUROPEAN PARLIAMENT.

A L'INITIATIVE DE M. PISANI, LA COMMISSION A ADOPTE UN PROGRAMME QUADRIENNAL D'AIDE ALIMENTAIRE AU ZIMBABWE. IL S'AGIT D'UNE AIDE EN PRODUITS LAITIERS QUI PERMETTRA DE COMBLER L'ECART ENTRE LES BESOINS DE LA POPULATION ET LA PRODUCTION NATIONALE ACTUELLE PENDANT LA PERIODE OU LE GOUVERNEMENT DU ZIMBABWE ENTEND DEVELOPPER L'ELEVAGE DANS LES PETITES EXPLOITATIONS RURALES ET ETABLIR UNE INDUSTRIE NATIONALE. CETTE OPERATION RENTRE DANS LE CADRE DE LA NOUVELLE STRATEGIE ALIMENTAIRE PROPOSEE PAR LA COMMISSION.

#### 4.8 GROENLAND

LE GOUVERNEMENT DANOIS A PRESENTE AU CONSEIL UN MEMORANDUM ET UN PROJET DE TRAITE PORTANT REVISION DES TRAITES EN VUE DE MODIFIER LE STATUT DU GROENLAND AU SEIN DES COMMUNAUTES. LE MINISTRE OLESEN A EXPRIME L'ESPOIR DE SON GOUVERNEMENT QUE LES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE DONNENT SUITE AU SOUHAIT DU GOUVERNEMENT LOCAL DU GROENLAND QUE DES NEGOCIATIONS SOIENT ENGAGEES EN VUE DE TRANSFORMER LE LIEN ACTUEL AVEC LA COMMUNAUTE EN ASSOCIATION EN TANT QUE PTOM.

#### 5. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES

##### 5.1 EUROPEAN UNION

MINISTERS HELD THEIR SECOND DISCUSSION OF THE GENSCHER-COLOMBO PROPOSALS CONCERNING PROGRESS TOWARDS EUROPEAN UNION ON THE BASIS OF A REVISED TEXT PREPARED BY THE GROUP OF PERSONAL REPRESENTATIVES CHAIRED BY AMBASSADOR DE SCHOUTHEETE.

THEY DISCUSSED FOUR SUBSTANTIVE POINTS :

- THE EXTENSION OF POLITICAL COOPERATION TO SECURITY PROBLEMS.
- THE "RAPPROCHEMENT" OF THE COMMUNITY'S INSTITUTIONAL APPARATUS AND THAT OF POLITICAL COOPERATION.
- VOTING PROCEDURES IN THE COUNCIL.
- RELATIONS WITH THE EUROPEAN PARLIAMENT.

ON NONE OF THESE POINTS WAS FINAL AGREEMENT REACHED ALTHOUGH ON 'RAPPROCHEMENT' IT SEEMS LIKELY THAT AGREEMENT WILL BE REACHED ON THE BASIS OF A TEXT PROPOSED BY FRENCH MINISTERS WHICH CLOSELY RESEMBLES IN SUBSTANCE THE OPTION FAVOURED BY THE COMMISSION AND WHICH WOULD MAKE THE COUNCIL (GENERAL AFFAIRS) RESPONSIBLE FOR DECISIONS ON POLITICAL COOPERATION AS WELL AS COMMUNITY MATTERS, WHILE PROCEDURES GOVERNING THE TWO WOULD REMAIN SEPARATE. THIS POINT, AND THAT CONCERNING SECURITY, WHERE THERE IS A DESIRE ON THE PART OF A NUMBER OF DELEGATIONS TO GIVE A CLOSER DEFINITION OF WHAT IS INTENDED THAN IS PROVIDED FOR IN THE PRESENT TEXT, WAS REMITTED TO THE DE SCHOUTHEETE GROUP FOR FURTHER STUDY. COREPER WAS ASKED TO DO MORE WORK ON PARLIAMENTARY ASPECTS. THE PARLIAMENTARY PART OF THE ACT IS IN DANGER OF BEING REDUCED TO A REFERENCE TO MATTERS WHICH THE COUNCIL CAN DECIDE ALONE AND

WITHOUT CONSULTATION OF PARLIAMENT. AT BRITHISH REQUEST, SUPPORTED BY DENMARK, MINISTERS ALSO AGREED, IN ADDITION TO THE ITEMG JUST MENTIONED, TO DISCUSS FURTHER THE USE OF THE VOTE AT A SPECIAL MEETING ON THE SUBJECT WHICH WAS FIXED FOR 20 JUNE IN LUXEMBOURG PRECEDING THE GENERAL AFFAIRS COUNCIL. THE APPARENT AIM OF THE PRESIDENCY IS TO HAVE A TEXT FOLLOWING THAT MEETING WHICH CAN BE SUBMITTED TO THE JUNE EUROPEAN COUNCIL.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
NNNN

♦  
EURCOM WSH

21877 COMEU B  
REPLY VIA WUI-DIAL 101  
M

